



ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE

L.O 5 AOÛT 1978

PRIX: 2F50

SOMMAIRE

- FRANCE.....: NUCLEAIRE, extraits du plan ORSEC-RADIATIONS.
SAHRAHOUIS, des "Jaguar" au Sahara.
- RFA.....: Libération de WOLFGANG BEER. Arrestation de l'
l'avocat HEINS FUNKE. Actions contre l'armée
britannique. A propos de l'arrestation à ORLY
de STEFAN WISNIEWSKI. Conditions de visite -
dans les prisons. Déclaration de TILL MEYER.
Sur les méthodes des flics allemands.
- ITALIE.....: Suite du texte des BRIGADES ROUGES.
- FRANCE.....: A propos des meurtres politiques en France.
PETITION.
- EUSKADI.....: Lettre de BIXENTE ALDAJUR.
- ETATS-UNIS.....: Lutte de PORTO-RICO pour l'indépendance.
- CANADA.....: Lutte armée anti-impérialiste au QUEBEC.

NUCLEAIRE : en prévision des accidents nucléaires... = = = = =

Nous avons publié, dans le dernier bulletin, un texte de Haroun Tazieff qui met en évidence les risques d'accidents nucléaires dans les vallées du Rhône et du Rhin. Le Comité Régional Antinucléaire (vallée du Rhône) a diffusé par un tract des extraits dérobés du plan ORSEC-RADIATIONS, secret, qui est le plan d'intervention en cas de catastrophe nucléaire. C'est la version du plan ORSEC-RAD communiquée aux autorités allemandes qui a été dérobée et dont nous publions ces extraits:

feuille 361:

" Le déclenchement de ces mesures d'urgence représente une très grande responsabilité; en particulier l'évacuation. En effet, le danger réel d'une irradiation pourrait induire une panique dans la population, et au pire, des accidents pourraient se produire suite à la mise en place des mesures de protection."

feuilles 360-361

" Au cas où il y aurait une urgence, avec dépassement des toperances de doses, les exploitants de la centrale et les autorités responsables de la population auront à résoudre le problème très délicat de savoir s'il faut ou non déclencher les mesures d'urgence, et lesquelles, ceci afin de limiter au maximum l'irradiation de la population.

Trois possibilités peuvent être envisagées parmi les mesures à prendre immédiatement.

-- la population peut être appelée à rester chez elle, à fermer portes et fenêtres, et à se rendre dans la mesure du possible dans des pièces bien isolées, par exemple la cave. Ceci met les gens à l'abri des rayons gamma (suivant l'épaisseur des murs) et permet une réduction de l'inhalation de substances radioactives (variable suivant la circulation de l'air dans les pièces).

-- Par ailleurs l'irradiation de la thyroïde par l'iode radioactif peut être réduite grâce à l'absorption de tablettes d'iode.

-- Une mesure particulièrement efficace est l'évacuation des zones menacées, ceci à condition qu'elle puisse intervenir à temps."

Les personnes fortement contaminées doivent être isolées.

feuille 293:

" Les personnes et objets provenant d'une zone de danger doivent être soumis à un contrôle de leur degré de contamination par des techniciens compétents. Si cela est nécessaire, il faudra isoler ces personnes, et noter leur identité. Il faut noter ici que la décontamination n'est pas de la compétence de la police. Les postes et installations permettant d'effectuer la décontamination sont énumérés dans l'annexe 4. "

feuille 366:

" La distribution d'iode stable est recommandée comme alternative ou comme complément de l'évacuation de toutes les personnes exposées au risque d'inhaler de l'iode radioactif en cas d'accident. Ceci simplifie les plans de secours, et rend moins urgent la nécessité d'une évacuation, et prolonge le délai disponible pour sa mise en oeuvre."

feuilles 366-367

" S'il est réalisé à temps, le blocage de l'iodisation de la thyroïde par l'iodure de potassium permet une réduction de la contamination jusqu'à un maximum de 1%. Comme la thyroïde ne peut distinguer entre l'iode radioactif et l'iode non radioactif, les deux formes sont absorbées à la même vitesse, et en quantité identique jusqu'à saturation de la thyroïde. La forme d'iode qui a la première atteint la thyroïde, passe dans le circuit hormonal. L'idéal serait de pouvoir absorber prophylactiquement les tablettes d'iodure de potassium environ une demi à une heure avant l'arrivée du nuage d'iode radioactif. En effet.

NUCLEAIRE - suite) = = = = =
l'iode radioactif qui a déjà pénétré dans la thyroïde ne peut plus être déplacé de manière significative par de l'iodure de potassium."

feuille 299

" Il faut noter que des doses allant jusqu'à 50 rem sont généralement inoffensives. Dans pareils cas, il est toujours déconseillé de concevoir des enfants dans les semaines qui suivent."

Voici le message destiné aux populations (par haut-parleur communal ou par voiture sonorisée de la police)

" Attention! Attention! La mairie ou la police vous parlent:

Un accident de type nucléaire s'est produit à l'intérieur de la centrale nucléaire de Fessenheim hier/aujourd'hui vers...heures. Pour préserver sa santé, la population est invitée à se rendre immédiatement dans des locaux fermés, et de clore portes et fenêtres.

Arrêtez les dispositifs d'aération et de climatisation.

Evitez de consommer des légumes fraîchement cueillis, du lait fraîchement traité et tous aliments provenant de l'extérieur.

Si vous étiez à l'extérieur au moment de l'accident, veuillez changer vos habits, vous laver ou vous doucher soigneusement.

Vous n'avez aucune raison de vous inquiéter. Toutes les informations sur les mesures préventives supplémentaires vous seront fournies si cela est nécessaire.

Informez vos voisins.

Branchez maintenant votre radio ou votre télévision. "

Quelques remarques/...

Si l'accident nucléaire se produit dans la centrale (future si rien ne l'arrête) de Cruas-Meysses, au moment où le Mistral souffle, le nuage, porté par le vent qui "balaie" la cuvette régionale, atteint la ville de Montélimar en 5 à 10 minutes... Si c'est le vent du Sud, c'est Valence qui est atteinte en moins d'une demi-heure.

"Il faut compter que les personnes situées jusqu'à 15 kms de distance mourront suite à un syndrome d'irradiation aiguë." Dr LINDACKERS, pdt de la commission "Protection en cas d'urgence"

"Il s'agit purement et simplement d'une condamnation à mort" Dr HERBST, radiologue à Fribourg.

à bien méditer...

IMPERIALISME FRANÇAIS CONTRE LES SAHRAOUIIS:

L'armée française participe directement à la guerre contre le peuple sahraoui, on le sait. Sahara Info indique les principales "actions" menées par l'aviation française et ses jaguars:

2 décembre 77: attaque de Boulanaour: 3 morts sahraouis, 1 "jaguar" touché. 15 décembre 77: attaque de 24 "jaguar" dans la province du Rio de Oro: 50 morts sahraouis, 49 Mauritaniens. 18 décembre 77: attaque à Tmeimichatt: plusieurs morts sahraouis.

En mai 78, nouvelle vague d'attaques françaises. 4 mai 78: attaque de Ezeig Beedrag: 11 morts sahraouis. 5 mai 78: attaque de Oum Dreiga: plusieurs morts, mais 1 "jaguar" abbatu et un touché.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et montrent bien la réalité de l'engagement de l'impérialisme français contre un peuple en lutte pour sa libération, dans une partie du monde où l'impérialisme français avait déjà tant opprimé et tué. Mais une fois encore l'impérialisme ne paiera pas comme le montrent les victoires de plus en plus nombreuses des sahraouis sur les plans militaire et diplomatique.

ALLEMAGNE:

Libération de WOLFGANG BEER:

La RFA ne se résoud pas facilement à relâcher les prisonniers quand ils ont fini leur "peine". Pourtant la "loi" l'y oblige encore, mais pour combien de temps?

En effet les "hommes politiques" multiplient depuis des mois les déclarations pour que soit institué "la prolongation de peine dans le cas où les autorités craindraient une "récidive" du détenu, une fois celui-ci sorti!"

Cette nouvelle manière de condamnation du prisonnier à perpétuité cependant demande le vote d'une nouvelle loi. Et c'est cette nouvelle "lex RAF", loi terroriste que réclament les citoyens bien intentionnés de la RFA.

On sait que c'est du fait d'une loi aux effets tout à fait voisins, que George Jackson a passé une bonne partie de sa vie en prison avant d'y mourir assassiné.

Wolfgang Beer, membre de la RAF, prisonnier depuis plus de quatre ans doit sortir sous peu, et cela gêne nombre de gens.

Ainsi Albrecht déclarait devant le Bundesrat le 7.7.78: "...Je peux dès maintenant prouver qu'il y a des terroristes que nous devons libérer et dont nous savons déjà aujourd'hui quels sont les plans criminels..."

Vogel, ministre bien intentionné, de son côté s'est bien sûr empressé de donner à cette information l'écho qu'elle mérite et à passer le mot aux médias. On assiste donc maintenant à l'organisation d'une nouvelle campagne psychologique qui sans aucun doute prépare le terrain pour la proposition de la nouvelle loi.

D'ailleurs Rebmann, procureur général, successeur du malheureux Buback déclarait lui dans Bild (et l'on connaît le tirage de Bild) le 26.6.78 à ce propos: "Je pense qu'il faut réfléchir sérieusement à ce projet en ce qui concerne les terroristes qui ont été condamnés à une peine limitée dans le temps et qui proclament qu'ils veulent continuer à faire des actions terroristes après leur libération."

Si tout cela n'est pas une campagne!... Et comme toujours le journal à la pointe dans ces cas-là, n'est autre que le quotidien dit libéral, le Frankfurter Rundschau.

Et bien sûr toutes ces mesures ne sont prises que pour la sécurité du peuple. "La sécurité est le fondement de tout ce que nous faisons", déclaration de Ullmann, à propos de la trilatérale.

Et la sécurité passe par la guerre contre la RAF, qu'une étude du gouvernement américain classe parmi les cinq organisations de libération les plus dangereuses.

On comprend dans ce contexte pourquoi la mort des camarades à STAMMEIM, l'attaque de Mogadisco, le "sacrifice" de Schleyer, le "suicide" d'Ulrike Meinhof, la mort d'Holger Meins, de Katharina Hammerschmidt, le "sacrifice" de l'ambassade de Stockholm que l'Etat allemand préfère faire sauter, la mort de Siegfried Hausner.

On comprend aussi l'acharnement contre tous les prisonniers, membres de la lutte armée, les procès ridicules, comme celui actuellement de Berlin. On comprend aussi que l'Etat allemand n'hésite même plus à intervenir hors de son territoire, et même à l'Est.

(A partir d'un texte informatif du "groupe antifasciste" de Hambourg. Nous publierons dans le prochain numéro des extraits d'une lettre de Wolfgang Beer à son frère, lettre datant de mai 78).

Vu le nombre et l'importance des informations qui nous sont parvenues de RFA, nous sommes encore obligés de repousser la suite de la publication de la déclaration de Klaus Croissant.

4) ALLEMAGNE: suite. Nouvelles brèves.

ARRESTATION PUIS LIBERATION DE L'AVOCAT HEINZ FUNKE:

La terreur contre les avocats continue.

Suite à la défaite de leurs policiers pourtant si bien formés, si bien informés, si bien équipés, suite à cette défaite à nouveau sur leur propre territoire, les autorités allemandes réagissent encore une fois avec vigueur et décision.

Incapables d'arrêter les combattants, soucieux de laver au plus vite l'affront d'une arrestation manquée qui fait la une des journaux en Europe, les allemands se sont retournés comme d'habitude contre ceux qu'ils ont sous la main: familles, prisonniers et bien sûr avocats.

C'est ainsi que de nombreuses perquisitions ont eu lieu dans les cellules des prisonniers et dans les cabinets d'avocat, le 23.8.
Et qu'à nouveau, un avocat a été arrêté.

Heinz Funke est un avocat de Francfort. Il est le défenseur entre autres de Karl-Heinz Dellwo et Hannah Krabbe, membres du commando Holger Meins qui avaient occupé l'ambassade de Stockholm pour tenter d'obtenir la libération des prisonniers de la RAF, et entre autres celle des camarades de Stammheim, morts depuis, assassinés. Ces deux combattants sont condamnés à la prison à vie.

Heinz Funke fait partie de ces avocats qui refusent de se laisser intimider par la terreur exercée contre eux par le pouvoir.

Il était venu lors du procès de Klaus Croissant à Paris pour essayer d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions de détention des prisonniers.

Il a été le dernier défenseur d'Andreas Baader.

Heinz Funke est aujourd'hui de nouveau libre. Mais l'accusation fédérale ne renonce pas à ses accusations. C'est là une véritable épée de Damoclès sur la tête de l'avocat qui doit toujours craindre (comme c'était le cas pour Croissant) une nouvelle arrestation. Et pourtant l'accusation reconnaît elle-même ne pas avoir de preuves.

D'autres cabinets d'avocats ont été perquisitionnés. C'est là pour les autorités un bon moyen d'information sur les défenses en cours, dont semble-t-il, elles ne peuvent se passer.

=====

ACTION CONTRE L'ARMÉE BRITANNIQUE EN RFA:

Autre défaite pour l'Etat allemand, autre victoire pour la lutte armée anti-impérialiste,

le 19.8 dans la nuit, avec un ensemble parfait, avaient lieu dans 8 villes allemandes, où se trouvent des garnisons britanniques, une série d'attentats, attirant l'attention sur le fait de l'importance de la présence armée britannique en RFA. Comme le disait un journal du dimanche, la défense de l'Allemagne du Nord ne peut se concevoir sans l'armée britannique. Quand on sait vers quel "adversaire" est dirigée cette force armée...

L'armée britannique du Rhin est forte de 55 000 hommes. MAIS 4000 d'entre eux sont toujours stationnés en IRLANDE DU NORD. Ainsi l'Allemagne prête encore une fois son territoire pour des forces luttant contre un mouvement de libération: l'IRA.

=====

Sur les réactions après la découverte de ce qui s'est passé il y a bientôt deux semaines sur un petit aéroport de Hesse, lire la grande presse. Il n'y a pas à dire les flics allemands sont meilleurs à l'extérieur que chez eux! Les combattants C. Klar, A. Schulz, W.P. Stall auraient été reconnus par des flics qui n'ont pu les arrêter. Car bien sûr, cela s'est plus difficile que l'arrestation d'avocats ou de militants! On a les victoires que l'on peut!

=====

ALLEMAGNE:

A propos de l'arrestation de Stefan Wisniewski

Stefan Wisniewski a été arrêté le 11 mai 1978 à l'AEROPORT D'ORLY et aussitôt livré à l'Allemagne. Le 21 juillet 1978, un avocat belge Me Graindorge a pu le voir à la prison de Frankenthal où il est retenu prisonnier. Il lui a entre autres expliqué comment s'était passée son arrestation. Le plus incroyable, c'est que ici, comme en Yougoslavie (d'après la déclaration de Till Meyer), ce sont des policiers allemands qui ont agi, totalement "librement" en territoire étranger:

compte-rendu de Me Graindorge/ Stefan parle de son extradition et de son arrestation: Le 11 mai vers 13h30, il se présenta au contrôle des passeports à l'aéroport d'Orly, en possession de faux papiers et d'un billet pour Zagreb. Son arrestation s'opéra vers 14h, dès que Stefan eut fini de présenter ses bagages, par un fonctionnaire du BKA (policier allemand) appelé par le policier français.

une vingtaine de policiers allemands le ceinturèrent rapidement alors qu'il se débattait violemment. C'est alors qu'il fut roué de coups et contracta une blessure profonde et large à l'articulation de la main gauche, que l'on suttura seulement plusieurs heures plus tard et sans anesthésie.

Entre-temps, il avait été traîné dans une petite pièce à l'écart du public, déshabillé complètement et enchaîné nu sur une chaise.

Plusieurs policiers allemands se relayèrent pour tenter de l'interroger et prendre des photos de force, alors que Stefan perdait plusieurs fois connaissance du fait de l'importante perte de sang provoquée par sa plaie non encore soignée. Cela dura jusqu'à 21h ainsi, jusqu'à ce qu'il fut enlevé et livré directement à la RFA par avion spécial.

Stefan insiste sur le fait que depuis l'arrestation et pendant toute la durée de l'interrogatoire, IL FUT A FAIRE A DES POLICIERS ALLEMANDS, LES POLICIERS FRANCAIS N'INTERVENANT PAS;

Il affirme que, avant, pendant et toujours après, il exigea de pouvoir poser une demande d'asile et de rencontrer un avocat; ce à quoi les policiers allemands lui répondaient que cela n'existait pas

Ainsi, comme le démontrent les déclarations de Stefan Wisniewski, ORLY comme tant d'autres lieux dans le monde, comme Entebbe pour les israéliens, Orly est une ZONE LIBRE POUR LES FLICS ALLEMANDS, et Stefan Wisniewski a proprement été enlevé en territoire français. Il est vrai que cela satisfait tout le monde, une affaire Schulz, une affaire Croissant cela suffit à l'Etat français.

=====

CONDITIONS DE VISITES DANS LES PRISONS DE LA RFA

Nous avons déjà signalé toutes les interdictions qui accompagnent les visites dans les prisons allemandes. En voici encore un exemple. Me Vanderlinden, avocat belge rend visite à ses clients KARL-HEINZ DELLWO et HANNAH KRABBE. On lui indique qu'il lui est impossible de parler des sujets suivants: les grèves de la faim antérieures de ses clients; des conditions de détention à la prison de -- Cologne-Ossendorf (où sont détenus les deux prisonniers); la situation générale des prisonniers politiques en RFA; les activités terroristes et politiques en général en RFA; les plaintes et recours éventuels que voudraient introduire les deux prisonniers contre leurs conditions de détention, et notamment un éventuel recours à la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg. Ces interdictions prouvent deux choses: 1/ que la prison est bien renseignée sur les thèmes qui risquent d'intéresser le plus le prisonnier. 2/ que l'Etat veut empêcher toute communication sur les thèmes qui sont essentiels pour tout prisonnier politique: son identité politique en premier lieu, ses conditions de détention, les recours juridiques qu'il a à sa disposition. Et, Pour bien garantir le "non-secret" des conversations entre avocat et client sont présents lors des visites (dans le cas de Me Vanderlinden): le chef de la sécurité de la prison, un membre de la police qui note l'entretien, un gardien, un traducteur!!

=====

ALLEMAGNE:

DECLARATION DE TILL MEYER: accusé d'appartenance au Mouvement du 2 juin, de participation à l'enlèvement de ~~Marcel~~ Lorenz, libéré le 27 mai par un commando et enlevé en territoire "socialiste" / extraits.

Till Meyer, de nouveau en prison, a fait une déclaration dont nous publions aujourd'hui des extraits et que nous continuerons à publier car elle est pour tout résistant à l'impérialisme d'une extrême importance.

A Berlin, le procès continue, et l'action de soutien aux prisonniers du 2 juin se poursuit.

Un journal est publié: la dépêche. Il paraît régulièrement. Un meeting a été organisé encore trop peu suivi: 500 personnes environ. Les organisateurs constatent et déplorent que comme toujours une grande partie de la gauche et du mouvement démocratique préfère encore l'attitude de distancement et n'apporte pratiquement aucune aide concrète.

Mais prisonniers, camarades et avocats continuent la lutte, même si pour la plupart, si l'on excepte les avocats, ils se trouvent là sur un terrain qui n'est pas le leur: la justice de l'Etat.

Remarquons que ceux qui ne font rien, seront pourtant certainement les premiers à pleurer sur le drame des prisonniers, comme ils l'ont fait après la mort des camarades à Stammheim alors qu'ils avaient ostensiblement marqué aucun intérêt pour le procès qui se déroulait contre eux à Stammheim.

La libération de Till Meyer prouve que la lutte pour les prisonniers se passe à différents niveaux,

et pour Till Meyer le fait qu'il soit de nouveau en prison ne remète pas en cause la victoire que représenta sa libération des prisons allemandes.

Le fait que Till Meyer soit de nouveau en prison est un signe de plus de l'énorme pouvoir que l'Allemagne croit avoir dans le monde, où, comme les israéliens, elle agit comme en pays conquis. Ce qui est nouveau, c'est que maintenant, elle n'hésite pas à agir en pays dit socialiste. Certainement une "belle" conséquence de la politique de rapprochement des blocs.

EXTRAITS DE LA DECLARATION DE TILL MEYER:

A propos de l'action du 27.5.78, je n'ai plus grand-chose à dire ici.

Le "Commando NABIL HARB" du "Mouvement du 2 Juin", qui a mené cette action, a publié un communiqué, qui maintenant encore et après l'arrestation de quatre-d'entre nous, garde toute sa justesse...

L'action de libération reste, malgré notre nouvelle arrestation, une victoire. Une victoire, parce qu'elle contient et montre tous les éléments de ce qui -- fait la guérilla -- la tactique et la stratégie, la fantaisie et la décision... Nous avons ainsi infligé un premier démenti cinglant à la politique arrogante, à la ligne dure de l'état-major de crise de Bonn, qui proclame ne vouloir jamais libérer l'un de nous, ne jamais vouloir échanger l'un de nous et qui préfère ...acheter pour cela des régimes chancelant, organiser des bains de sang...

Il est clair que l'on ne peut répéter cette action, il est clair que nous n'avons pas voulu par cette action poser une alternative aux actions internationales de libération.

Cette action était forte, parce qu'elle était l'expression de la continuité et de la force, de la solidarité et de l'amour de la guérilla.

Il ne faut pas que notre arrestation rapide et sournoise n'enlève le courage à tous les camarades qui politiquement nous donnent une chance, qui s'identifient avec le combat mondial anti-impérialiste, qui voient dans notre combat -- une perspective pour eux. Ils ne doivent pas se résigner et se laisser désespérer.

Nous allons apprendre de cette défaite et la dépasser. Le cœur des combattants de la liberté bat à un autre rythme: régulièrement sans s'arrêter.

Et cela, ceux qui nous gouvernent s'en apercevront encore bientôt...

(En ce qui concerne le procès), Ce procès a été dès le départ illégal, pas seulement du fait des conditions de détention auxquelles nous sommes soumis depuis des années, pas seulement du fait du caractère d'exception de toute la procédure...

mais surtout parce que la guerilla et la politique de la guerilla ne sont pas justiciables, n'obéissent pas à des critères aussi communs que droit et injustice, culpabilité et innocence, tous ces postulats d'un système complètement pourri et d'une justice complètement soumise.

La tentative de l'Etat de dénoncer comme folle, comme criminelle la politique de la guerilla, de transformer ainsi celle-ci en son contraire, en employant pour cela tous les moyens...cette tentative a complètement échoué à Stammheim.

Le procès de Stammheim a valeur d'exemple pour tous les autres procès - et pour leur déroulement...

(A propos de son arrestation en Bulgarie) ; Ce qui s'est passé en Bulgarie, pays socialiste, atteint une dimension absolument nouvelle et une qualité, que nous et pas seulement nous, avions jusqu'au 21.6.78 considérée comme impossible.

Après le choc de la campagne pour Pohle et Croissant, et du jugement du plus haut tribunal hollandais, reconnaissant l'action contre Schleyer comme politique (ce qui fait que K. Folkerts ne peut pas être extradé pour ce motif), avec l'expérience actuelle en Yougoslavie où le BKA (X flics allemands) malgré toutes ses pressions, n'a pas pu toucher aux camarades, la RFA a appris de toutes ces expériences et a organisé cette fois-ci elle-même une action illégale de kidnapping et ce, au prix de la violation des normes juridiques et des règles internationales.

Nous n'avons pas été arrêtés par la police bulgare, et même, nous n'avons jamais parlé ou simplement vu un représentant officiel bulgare. Et donc, nous ne pouvons pas avoir été livrés formellement - il n'y a pas de traité d'extradition entre la RFA et la Bulgarie - ni même refoulés.

En fait, voilà comment cela s'est passé.

Le mercredi 21.6.78 vers 16h30, nous étions assis à quatre depuis environ une demi-heure dans un café d'une station de vacances. Soudain derrière chacun de nous, il y a un flic qui nous pointe un pistolet dans le dos. en disant en allemand: "pas un geste, les mains en l'air". Ils nous mettent les mains - derrière le dos et nous passent les menottes. De toutes manières, nous étions dépassés moins par la rapidité avec laquelle tout cela s'est déroulé que par le fait de reconnaître des flics allemands. Nous n'étions pas armés et à l'exception de l'un de nous sans papiers ni bagages.

Nous avons été emmenés vers trois voitures louées -elles sont reconnaissables à la couleur du numéro de plaque-et transportés dans un hôtel style bungalow. Nous fûmes mis à deux dans une pièce, déshabillés et enchaînés. Nous avons dû rester ainsi 17 heures.

Nous avons remarqué que les flics ne portaient pas de gaine, mais que leurs armes étaient cachées dans leurs trousses de toilette. Nous avons entendu les conversations de ces types et appris qu'il s'agissait de cinq hommes d'un commando spécial du BKA.

Aussi nous avons demandé à parler à des bulgares ou à être placés sous autorité bulgare. Ils nous ont répondu que les autorités étaient informées maintenant et qu'elles arrivaient.

La nuit tombée, nous comprîmes que quelque chose de louche se passait et nous nous sommes mis à crier, mais une pluie accompagnée d'un violent orage étouffaient nos cris.

Vers deux heures du matin, nous avons été emmenés à travers une rue sombre jusqu'à un sentier dans un bois. là il y avait un petit bus avec une plaque marquée CD. Nous avons été conduits vers l'aéroport de Burgaz et embarqués dans un avion de la Lufthansa où il y avait au moins 30 flics. Nous sommes arrivés à Cologne à 6 heures du matin et emmenés à Ossendorf.

2)
8)
L'affirmation de Bonn et des médias que les bulgares auraient participé à - notre arrestation et qu'ils l'auraient préparée, que nous avons été tradés ou expulsés, est de la merde.

Même si nous étions des "personnes indésirables" - que ce soit une affaire officielle ou non - il est inconcevable qu'un pays, n'importe lequel et ce qui est un comble, sur son territoire, permette que des flics d'une puissance étrangère enlèvent des personnes, en plus sans que ce pays sache de qui il s'agit, et les transportent à l'extérieur du pays.

C'est clair: aucun pays ne permet ça, aucun pays ne permet qu'un groupe de personnes soit kidnappé et emené hors du pays.

Si la visite de Brandt 10 jours auparavant avait pour but de permettre cette affaire, de permettre notre enlèvement, alors nous savons maintenant que les bulgares se sont vendus aux nouveaux fascistes et ont vendu les idéaux, et le combat antifascistes de leur héros national G. Dimitrov, qui représente pour nous l'exemple de la résistance antifasciste à l'époque où l'Allemagne vivait la période la plus cruelle de son histoire, et cela pour une poignée de lentilles.

Sans de lutte armée ici dans la métropole la plus terrible nous ont montré ce qu'il est déjà possible de faire, nous ont montré que nous ne sommes vains ni politiquement, ni militairement;

Nous ne luttons pas "le dos contre le mur" ni avec le "courage du désespoir, mais avec la force de ceux à qui l'avenir appartient.

Vive la guérilla anti-impérialiste

Nous vaincrons

Pour les prisonniers du 2 juin, TILL MEYER, Moabit, juillet 78.

(Le récit de l'arrestation a été légèrement raccourci et réécrit.).

=====

SUR LES METHODES DES FLICS ALLEMANDS/

L'intervention en territoire étranger, l'enlèvement de personnes, les pressions ne sont pas les seuls moyens "originaux" qu'emploient les flics allemands pour tenter d'arrêter les combattants.

Ainsi un système "perfectionné" de recherche est progressivement mis en place. Souvent mis en échec sur son propre territoire: par exemple lors de l'enlèvement de Schleyer ou par deux fois à Berlin lors de l'évasion de prisonniers, la police allemande ne désespère pas et fignole dans le détail.

Ainsi à Wiesbaden, elle regroupe sur son ordinateur les moindres détails et classe des informations venues du monde entier: chaque photo depuis l'enfance des "présomés terroristes" est classée, ainsi que les photos de chaque ami et connaissance connu, de même pour les empreintes digitales, échantillon de cheveu, enregistrement de la voix, les noms, les adresses etc. Ce qui est mieux on a créé des unités de trois hommes, chacune concentrée sur la recherche d'une seule personne. Chaque "détective" est familiarisé avec le caractère, les petites habitudes, l'apparence, l'histoire de la vie d'un suspect.

A un tel rythme, il est à craindre pour ces malheureux flics qu'ils deviennent schizophrènes, voit^{en} leur personnalité se dédoubler, rêvent la nuit de leur suspect et qui sait, se laissent "convertir" au "terrorisme".

Bien sûr quand ils croient avoir trouvé leur homme (ou femme), les flics allemands demandent l'aide du pays étranger et n'hésitent pas à se rendre sur place.

Et comme on ne lésine pas sur le papier dans la police allemande (on l'a vu pour Croissant où les français ont été submergés de papiers de toute sorte et concernant tout le monde sauf Croissant), les dossiers des personnes recherchées sont envoyés dans les consulats du monde entier, sauf à l'Est. Mais là aussi, il semble que cela change.

Mais hélas pour elle, la police allemande a beau s'évertuer, la lutte ne cesse pas en Allemagne comme le prouve le nombre important d'actions menées cette année.

=====

ITALIE

TEXTE DES BRIGADES ROUGES/ suite.

Nous avons choisi de publier ce texte des Brigades Rouges parce qu'il représentait au moment où se déroulait l'action contre Moro, le contre-point idéologique de celle-ci; car il mettait essentiellement l'accent sur le rôle central de la Démocratie chrétienne dans la stratégie impérialiste. Pour les Brigades Rouges en effet l'ennemi véritable en Italie, c'est la DC et l'Etat.

Nous continuons aujourd'hui la publication de ce texte,

5 Si le gouvernement Andreotti, représente d'une part, la réalisation tactique et donc ⁱⁿ directe (par l'accord des six) de la stratégie impérialiste, la restructuration prônée par la DC va bien au-delà d'un programme de circonstance. Certes, la DC doit former un gouvernement qui doit suivre les directives des organes internationaux, mais son rôle, avant tout, est d'assurer une situation politique stable sur le plan stratégique. Les contradictions que l'on peut constater souvent entre la DC et le gouvernement Andreotti ont pour seule et unique raison, le fait que les nécessités tactiques de l'exécutif se heurtent souvent aux lacunes d'un parti dépassé maintenant et obsolète, ou bien vice versa inversement il y a contradiction quand les démarches de conciliation et les compromis qu'Andreotti devrait faire pour résoudre directement les contradictions de classes, voient leur conclusion repoussée du fait des nécessités stratégiques de la restructuration de l'Etat et du parti.

Il est clair cependant que ce ne sont là que des contradictions secondaires qui devraient être facilement résolues par l'adoption par toute la DC du projet impérialiste.

Mais avant tout, la DC doit travailler à une "rénovation" plus large et mieux articulée qui devrait permettre à l'appareil tout entier de s'adapter aux nouvelles nécessités dues au développement du capital multinational et de la lutte entre les classes.

Le dépassement de l'ancienne logique de recherche de "clientèles" et du développement d'un appareil au service des fractions, celui-ci étant finalement au service exclusif de la défense inconditionnelle des intérêts partiels et corporatifs - ce dépassement constitue le premier pas dans cette direction (même si il est clair que jamais le système des clientèles ne disparaîtra, mais qu'il changera seulement de forme, la corruption étant un élément constitutif et inévitable du capitalisme).

Tout cela doit donc être modifié pour s'adapter aux nouvelles nécessités d'une structure de cadres, strictement centraliste et correspondant au programme défini par les centrales impérialistes.

Ces cadres seront formés dans des écoles du parti semblables aux écoles de managers dans la grande industrie et formeront la base d'une organisation qui devra être capable de diriger la restructuration impérialiste de l'Etat.

Les "cadres" constitueront l'expression la plus achevée de ce que sera le nouveau personnel politique qui devra être injecté dans toutes les structures de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique pour mener à bien la réorganisation des mécanismes d'accumulation capitalistes.

Les secrétariats de partis ne peuvent pas rester plus longtemps les instruments de conciliation entre les différentes tendances ou l'expression de certaines d'entre elles, mais ils doivent devenir des éléments centralisateurs en vue de l'application d'une ligne homogène, définie par les centrales de la contre-révolution.

De même les fichiers de membres ne doivent plus être ces listes où l'on rencontre le nom de personnes mortes depuis longtemps ou inscrites au hasard des annuaires, mais les membres doivent être des personnes efficaces voulant participer vraiment et en toute connaissance de cause à la direction de ce parti de la contre-révolution.

Cette régénération complète conduit bien sûr à la destruction des anciens équilibres internes, à jeter par-dessus bord les intérêts et une puissance solide venant de l'appareil bureaucratique, du système des clientèles, de la spéculation ou dus à des raisons personnelles ou à l'honneur des gros bonnets de la DC. C'est le prix qu'un parti corrompu comme la DC doit payer pour s'adapter aux nécessités nouvelles de l'impérialisme.

Un noyau armé des BR a attaqué le 2.11.77 Publio Fiori, personnalité en vue de la DC. Cet individu, ex-partisan de Petrucci, ex-président de l'ONMI, vainqueur aux élections pour le Conseil Régional et nommé de ce fait dès le début de cette régénération "chef de groupe", est de ceux qui ont bien remarqué d'où vient le vent. Aussi a-t-il quitté son ancienne fraction pour fonder une nouvelle "Autonomie pour le dépassement des fractions" rejoignant les positions du sénateur Agnelli.

Partant des positions des partisans de Hiltoni, ce groupe porte la lutte à l'intérieur de la DC, contre ses anciens amis pour un nouvel ordre par la distribution de cartes de membre à des hommes du monde économique et intellectuel bourgeois.

Ce n'est pas un hasard s'il est président de la commission permanente "culture, information et formation des cadres" de la DC, au niveau régional.

Il a fondé le journal L' "Idéa Popolare" dont il a fait l'instrument pour créer un consensus pour la politique de la DC. Il est à l'origine de la "Lega dei Consorzi delle Borgate di Roma e del Lazio" qui a pour but de mobiliser sur une base démagogique et corporative les petits entrepreneurs de bâtiments.

6 Comme nous l'avons déjà dit, l'autre condition essentielle de la reconstruction impérialiste des différents Etats nationaux, est l'organisation d'un consensus social pour soutenir un tel projet. C'est plus nécessaire que jamais pour isoler les forces révolutionnaires et créer les conditions de leur destruction (la trilatérale d'ailleurs le déclare ouvertement. Dans ce domaine, en-dehors de son action sur le plan général au niveau de l'accord des six et des pressions directes sur les organes de presse, la DC travaille aussi en tant que parti, par la création ou le renforcement d'organisations clandestines comme par exemple Comunione e Liberazione, le Gruppo di Impegno Politico, le Mille, l'ARCES, les différents Centri Studi etc. Par ces organisations, la DC cherche à organiser ces classes sociales et les forces qu'il est impossible d'atteindre par un parti à la structure rigide.

Si jusqu'à hier, la force de la DC résidait dans les fiefs électoraux des différents patrons de la DC, maintenant cela s'est modifié, et les organisations citées doivent intervenir pour mobiliser toutes les couches qu'elles peuvent instrumentaliser. Les points principaux d'intervention sont les métropoles (au nord comme au sud), là où les conflits de classes sont les plus violents.

Avec des organismes comme Comunione e Liberazione (CL) ou le GIP, la DC essaie de s'infiltrer dans les écoles, dans les quartiers, dans les coins partout où l'insatisfaction du peuple crée les conditions de la lutte, elle essaie de déformer ce combat, de le mettre sur un plan corporatif et de mystifier tout contenu de classe.

La méthode employée par ces agents de la contre-révolution est de partir des besoins fondamentaux des masses, de parler un langage populaire et apparemment progressiste, pour diviser le mouvement et créer la confusion et de formuler des revendications qui ne correspondent pas aux besoins politiques du mouvement de classe, des revendications corporatistes et scissionnistes.

Un exemple typique est le rôle joué par la CL à Seveso pour faire accepter la Dioxine aux prolétaires ou bien l'organisation des sans-abris à Rome et des chômeurs à Naples, qui ont été mobilisés contre les coalitions révisionnistes.

Ces agents de la contre-révolution tentent de s'infiltrer dans le mouvement prolétarien, non seulement pour diriger sur d'autres voies les initiatives de la classe ouvrière. Mais aussi pour se livrer à la provocation et à l'espionnage des avant-gardes révolutionnaires.

Rome: le 26.9.1977, des noyaux armés des Brigate Rossi ont attaqué les biens des personnalités de la DC suivantes:

Ricciotti Benito: élu conseiller municipal aux dernières élections. Il est membre de la "commission transports" et vice-président de la STEFER.

Avolivolo Gennaro, chef de groupe de la 8ème circonscription, membre de la commission "urbanisme", activiste du groupe Fiori, activiste de l'Acli (syndicat catholique) qui travaille à Rom avec la CL.

Spalchiero Alfonso, membre du conseil de la 7ème circonscription, responsable pour la zone sud du comité romain et commissaire de la section de la DC de Contocelle.

suit une analyse de l'action précise des groupes d'extrême-droite, dans les écoles et universités d'une part, dans les usines d'autre part. Pour ne pas couper cette analyse d'une manière arbitraire et peu logique, nous reportons la suite de la publication du point 6 dans le prochain numéro, ainsi que le point 7. Le point 8, dernière partie de ce texte devrait paraître totalement dans les nos 7 et 8. La parution de ce texte serait alors terminée. / Nous aimerions avoir les réactions des lecteurs du bulletin à ce texte.

FRANCE/

Nous publions à nouveau ici le texte de la pétition que nous demandons à tous les camarades de signer. Il ne faut pas laisser les meurtres politiques se multiplier. Une campagne active de soutien pour les camarades directement menacés peut faire reculer le danger:

PETITION:

Après les révélations parues dans la presse concernant l'existence d'une organisation ayant pris le nom tristement célèbre de "commando delta" pour revendiquer les assassinats de Laid Sebai et de Henri Curiel,

Compte tenu du fait que l'assassinat de Henri Curiel avait été précédé par une campagne de presse diffamatoire et qu'une campagne semblable a été menée contre Jean Asselmeyer (auteur de nombreux articles contre l'extermination des prisonniers politiques, dans le Monde Diplomatique, à Politique-Hebdo, aux Temps Modernes, sous le pseudonyme de Fred Mohr, co-auteur du film "De qui dépend que l'oppression demeure", diffusé à TF1 en 75), qui, par Minute, Valeurs actuelles, Le - Spiegel a été présenté comme le responsable de réseaux qualifiés par ces journaux de "terroristes";

Et après les articles du 26.6.78 et du 27.6.78 (Rouge) affirmant que Jean Assel-
meyer serait la prochaine victime de cette organisation,

1) Nous considérons qu'il existe une réelle menace pour la vie de J. Amalric.

2) Nous protestons contre l'impunité dont jouit une certaine presse qui joue le rôle de complice de cette organisation criminelle en préparant l'opinion publique à ces crimes.

3) Nous demandons la création d'une commission d'enquête sur les agissements de cette organisation afin de l'empêcher de faire d'autres victimes dans le but de développer un climat de terreur et de violence aveugle.

signatures:

ESPAGNE/EUSKADI/

L'été a été particulièrement dur en Euskadi où la mort de combattants a suscité cependant une réaction solidaire et large du peuple basque, qui continue de plus à apporter son soutien aux prisonniers. La police française bien sûr continue ^{elle} à prêter son aide à l'Espagne comme le montre l'arrestation de Bizente Aldalur dont nous publions ici une lettre de prison:

EUSKADI / LETTRE DE BIXENTE ALDALUR.

"Une semaine après avoir illégalement traversé la frontière, j'ai été remis à la police espagnole qui m'a enfermé dans la prison de Huesca où je suis resté totalement isolé jusqu'à la visite de mes avocats et de ma famille le 5 mai.

On m'accuse d'avoir participé à l'attentat à la bombe contre les bureaux de ADEGUI. Cette action représente un coup direct contre les formes de domination capitaliste. Cela s'est fait par l'attaque de tout ce que la délégation et l'attitude divisionniste qui sont les clefs du jeu parlementaire suppose. J'ai découvert que tout le jeu démocratique n'est qu'un simple spectacle de théâtre.

Cette forme (d'action directement anticapitaliste) a fait prendre peur aux "démocraties européennes (C'est comme pour le cas de K. Croissant). Et celles-ci en sont arrivées à une collaboration internationale sur le plan des polices. Elles n'hésitent pas à faire fides règles du jeu démocratique mis en place par elles, lorsque le jeu en vaut la chandelle.

La violation du traité de Genève, ce qu'ils ont indéniablement pratiqué dans mon cas, est un exemple tangible de ce que je viens de signaler. C'est aussi un fait significatif pour tous ceux qui ne voient pas clairement que la violence révolutionnaire est inévitable face à la violence institutionnelle de l'Etat (B.P.S, Police, Garde Civile, Armée, Lois etc).

Car il est absolument absurde de concevoir la conquête d'une Euskadi indépendante et socialiste, d'une Euskadi gérée par les assemblées de tous les basques, au moyen des élections du système parlementaire.

Il est indubitable et élémentaire que s'ils n'ont pas hésité à faire fi des accords de Genève dans mon cas, ils hésiteront encore beaucoup moins à faire fides résultats des élections, lorsque cela signifiera pour eux la perte de leurs privilèges.

Comme le démontre la récente histoire d'Euskadi (Procès de Burgos, libération des prisonniers politiques, conquêtes des libertés démocratiques avortées, le cas Apala etc.), c'est seulement la lutte décidée par les assemblées et soutenue par des actions de groupes armés qui permet de faire un pas en avant dans la conquête de nos objectifs.

Et de manière urgente et immédiate, la conquête du droit des basques à résider en Euskadi, l'amnistie totale etc..."

GORRA HERRIA HARMATUA (Vive le peuple en armes)

BORROKA HARMATUA HENRI BORROKADA (la lutte armée est la lutte du Peuple).

Bixente Aldalur du fond de la prison de Huesca, le 7 mai 1978.

LIBERATION.

Arrêté en décembre 1977, emprisonné à Bayonne, le militant basque J.C. Xan Marguireault, accusé d'appartenir au mouvement "Ipaterak", est sorti enfin de taule il y a quelques jours.

La campagne pour sa libération a donc abouti, après plus de neuf mois d'efforts.

Les informations sur les luttes aux Etats-Unis sont extrêmement réduites et fragmentaires.

Un groupe allemand qui se donne lui aussi pour but de développer une conscience anti-impérialiste en Europe et plus particulièrement bien sûr en Allemagne nous informe que s'est créé en son sein un groupe de travail sur les luttes aux Etats-Unis, sur l'impérialisme américain et son rôle au sein de la trilatérale, et nous a envoyé déjà un certain nombre d'informations. ^x

Ainsi il nous signale que le trois juillet 1978, deux portoricains armés - un homme et une femme - ont occupé le consulat général chilien de San Juan et -- ont pris en otage le consul général Ruiz. Ils demandaient la libération de -- quatre combattants portoricains qui se trouvent dans les prisons américaines et qu'on ne célèbre plus à Porto-Rico le jour de fête nationale américaine. Ils proclamaient leur solidarité avec le peuple chilien.

Les quatre prisonniers dont les combattants demandaient la libération sont: Lolita Lebron, Rafael Cancel Miranda, Irv n Flores Rodriguez. Ces trois --- combattants.--- sont en prison depuis 1954 pour avoir tiré sur des membres du congrès américain dans le but d'attirer l'attention sur la revendication de Porto-Rico à l'indépendance.

Le quatrième prisonnier est Oscar Collazo arrêté en 1950 pour une tentative d'attentat contre le président Trumann.

Un quatrième prisonnier, membre du groupe qui avait organisé l'action contre les membres du congrès est libre depuis 77 et après 23 ans de prison. Souffrant d'un cancer, il n'avait été libéré qu'après de longues années de combat et il n'a jamais cédé aux autorités qui essayaient d'obtenir contre sa libération une rétractation ou une condamnation de l'action faite vingt ans plus tôt. Lors de sa libération il a été accueilli par des milliers de personnes. Ce qui est la preuve de la profonde volonté de libération du peuple portoricain.

Rappelons que Porto-Rico n'est américain que du fait des luttes coloniales qui ont opposé au XIXème siècle portugais et américains dans cette région du monde, que Porto-Rico a été déclarée colonie américaine en 1900 et qu'en 1952 elle a reçu le statut de dominion. L'économie, l'administration générale, les moyens de communication sont sous contrôle américain. 14% du territoire est occupé par des bases militaires et 100 000 soldats américains sont présents sur l'île. Ainsi on trouve à Porto-Rico le siège de la flotte en Atlantique Sud, un camp d'entraînement pour les "bérêts verts", le quartier général de la CIA pour l'Amérique Latine (22 000 agents), et la seule base de bombardiers atomiques en Amérique Latine, autant d'institutions dont les américains ne veulent pas sur leur propre sol (on les comprend!!) et qui servent au contrôle de l'Amérique Latine par les Etats-Unis.

Le chômage à Porto-Rico est énorme (35 à 40%) ce qui oblige les Porto-Ricains à émigrer. Evidemment en majorité aux Etats-Unis où ils sont accueillis par l'oppression la plus violente et un racisme profond. C'est là le cercle vicieux du colonialisme que connaissent bien ou qu'ont bien connu tant d'africains du nord en France.

Autre fait caractéristique. Une femme sur trois est stérilisée. Un moyen discret de génocide.

Mais face à cette oppression américaine, le peuple portoricain n'a jamais cessé de résister: manifestation en mars 77 qui vit la mort de 20 personnes et qui amena le gouvernement américain à certaines concessions, occupation de la ville de Jayuya pendant plusieurs jours sous la conduite de Blanca Canales en 1950; une soixantaine d'attentats organisés par le FALM (forces de libération nationale) rien que dans ces trois dernières années; occupation de la statue de la liberté en octobre 77. La dernière action s'inscrit dans cette lignée.

(^x Ce groupe se trouve à Düsseldorf et tente de créer un lien concret, par l'information essentiellement, entre les luttes dans le monde et les luttes sur

le territoire national. La multiplication de tels groupes peut contribuer au développement de la conscience et donc de la lutte contre l'impérialisme dans chaque pays. C'est certainement insuffisant, mais c'est un premier pas vers la lutte internationale contre l'impérialisme.)

=====

Canada:

On ne parle plus beaucoup des luttés au Canada. Il est vrai qu'aucune action spectaculaire n'est venu réveiller l'indifférence des journalistes, les premiers pourtant à s'indigner des actes qu'ils qualifient de terroristes quand il y a un attentat ou une occupation, mais qui taisent délibérément quand ils le peuvent, les luttes qui peuvent se développer dans le monde.

Rappelons donc qu'au Canada le nombre des prisonniers politiques est important et que sur le plan des condamnations, ce pays n'est pas en reste par rapport par exemple à l'Allemagne.

En effet plusieurs prisonniers sont condamnés à vie:

Pierre-Paul Geoffroy

Paul Rose

François Schirm

Francis Simard.

Et de nombreux autres devraient passer de nombreuses années en prison.

La plupart des prisonniers ont été condamnés pour des actions "autonomistes" par exemple pour appartenance au FLQ.

L'action armée a une longue tradition au Québec et l'histoire du FLQ remonte jusqu'au début des années 60 avec les R.R (Réseau de Résistance) qui avait ^{en} commencé par des actions "pacifiques" et n'étaient passés à des actions plus violentes que devant l'indifférence de la presse et de l'Etat.

Après un certain nombre d'actions (bombes dans des édifices publics, près de monuments); il y eut une "vague" d'arrestations qui freina le mouvement (furent faits prisonniers: Gabriel Hudon, Georges Schoeter, Raymond Villemeuve, entre autres).

En 63, 64 étaient fondées l'armée de libération du Qu. et l'armée révolutionnaire du Québec. Là encore des arrestations arrêtent le développement de l'action. François Schirm, Edmond Guenette, Robert Hudon sont arrêtés.

En 68 le mouvement repart avec une orientation autonomiste mais aussi plus directement socialiste. Les attentats visent souvent des entreprises, agents de l'impérialisme au Canada. En 69 Paul Geoffroy est arrêté mais cette fois-ci le mouvement n'en est pas pour autant démantelé. En 70 un groupe (cellule Chénier) enlève Pierre Laporte. cette action attire l'attention de la presse mondiale sur ce qui se passe au Canada.

Depuis l'action continue toujours malgré les vagues d'arrestations. IL n'y a pas de manifestation ouverte du FLQ depuis 72. Les procès eux continuent et nous avons déjà signalé l'extrême "sévérité" des peines contre certains combattants.

Nous avons publié cet "historique" du FLQ, bien qu'il n'apporte pas de nouvelles récentes, parce qu'une brochure nous est parvenue ces derniers jours sur les prisonniers politiques au Canada. C'est de cette brochure que nous avons tiré ces informations. Nous pensons qu'il était intéressant de nous remettre en mémoire qu'il existe au Canada un fort mouvement autonomiste et de nous rappeler les actions organisées au sein de ce mouvement par les combattants estimant que la liberté du Québec passe par l'organisation d'actions armées.

=====